

De : François Nicolas <fnicolas@ens.fr>
Objet : **Qui-vive (jeudi 21 janvier)**
Date : 21 janvier 2010 23:33:49 HNEC



📎 2 pièces jointes, 1,5 Ko

I. Points du jour

- Où l'on reparle d'occupations d'usines en France...
- Où l'on reparle de la révolte des jeunes dans les quartiers populaires en France...
- Où, plus généralement, on reparle des usines en France...
- Bonne nouvelle : Claude Lanzmann enrage à propos du livre *Jan Karski* de Yannick Haenel

II. Égypte-Jordanie-Israël-Palestine-Liban

- Israël : confirmation de l'efficacité du boycott

III. Asie (hors Chine)

- Inde : Où l'on reparle des Naxalites

<http://www.egalite68.fr/Qui-vive/21-01-10.pdf>

Rappel des thèmes hebdomadaires

Lundi : Amérique Latine
Mardi : ÉU / Chine
Mercredi : Afrique
Jeudi : Asie (sauf Chine)
Vendredi : Europe
Samedi : (Reste du) Proche & Moyen Orient
Dimanche : La Crise du capitalisme

I. POINTS DU JOUR

Où l'on reparle d'occupation d'usines en France...

Les cadres de l'usine Akers de Fraisses libérés
Reuters21.01.10 | 19h20

LYON (Reuters) - Les quatre cadres dirigeants de l'entreprise Akers séquestrés depuis mercredi à Fraisses (Loire) ont été libérés jeudi en fin de journée, apprend-on de source syndicale. "Ils ont été libérés et sont repartis en voiture", a dit à Reuters un responsable de la CFDT. Les syndicalistes avaient auparavant fait savoir qu'un projet d'accord était en voie de finalisation. Le groupe métallurgique suédois Akers a annoncé le 3 novembre la fermeture, en juin prochain, de cette usine qui emploie 117 salariés. La majorité des salariés, en grève, contestant le plan d'indemnisation et de reclassement, avaient décidé de séquestrer les dirigeants pour se faire entendre. La direction a proposé mercredi soir pour chaque salarié une prime de 30.000 euros sous conditions - notamment la reprise du travail. Les grévistes exigeaient jusqu'à présent 30.000 à 60.000 euros. "On avait démarré à 60.000 euros et hier soir, le président d'Akers France s'engageait à annoncer 30.000 euros", avait expliqué dans la journée l'un d'eux, Steve Pardon, sur i>Télé. "Ce matin, apparemment, ça a un petit peu changé puisqu'on ne serait plus que sur une base de 20.000, donc on va voir ce qu'on va faire",



avait-il ajouté.

Le salarié avait justifié le choix de la séquestration par l'échec de leurs précédentes initiatives.

"Ça fait deux mois à peu près qu'on a essayé d'autres méthodes, on va dire beaucoup plus simples", a-t-il témoigné.

Akers France emploie quelque 800 personnes en France sur quatre sites : Sedan, dans les Ardennes, Thionville (Moselle), Berlaimont (Nord) et Fraisses.

Le groupe est spécialisé dans la production de plaques de refroidissement pour hauts fourneaux, de cylindres en acier, en composite, en fonte et en alliages spéciaux.



Où l'on reparle de la révolte des jeunes dans les quartiers populaires en France...

La mort d'un jeune homme " suivi " par la police près de Metz provoque des tensions

Le cri de colère d'une mère qui demande " *que justice soit faite* ". Un père de famille qui s'effondre là où son fils a perdu la vie. Des jeunes qui hurlent leur colère et leur désir de vengeance malgré les appels au calme des adultes. Dans les quartiers sensibles de Woippy (Moselle), seul un important déploiement policier a permis, dans la nuit du mercredi 20 au jeudi 21 janvier, de contenir le climat très tendu et de circonscrire les incidents.

Plusieurs dizaines d'habitants, souvent très jeunes, ont multiplié les accrochages, révoltés par l'accident mortel subi par trois de leurs camarades qui circulaient à scooter - un jeune homme est mort et deux autres ont été grièvement blessés - alors qu'ils étaient suivis par la police municipale.

Six véhicules, un bus, des poubelles ont été incendiés tandis que du mobilier urbain et une école d'insertion ont subi des dégradations. Des jets de projectiles sporadiques ont également visé les forces de l'ordre, mobilisées en nombre, dans cette ville de 13 000 habitants située dans la banlieue nord de Metz et dont la moitié de la population habite en zone urbaine sensible (ZUS).

Les incidents ont suivi une marche silencieuse organisée en fin de journée, mercredi, par les familles et les proches des victimes. Les trois jeunes hommes, qui circulaient à scooter, ont été victimes d'une sortie de route, mercredi matin vers 1 h 30, alors qu'ils étaient pris en chasse par la police municipale dans le centre-ville de Woippy. L'un d'eux, âgé de 19 ans, est décédé sur le coup, touché à la tête. Les deux autres, âgés de 19 et 20 ans, ont été transférés au service de neurochirurgie dans un état critique, leur " *pronostic vital* " restant engagé, selon le procureur de la République de Metz, Rémy Heitz, mercredi en fin de journée.

Les premiers éléments de l'enquête, révélés par le procureur, indiquent que les trois jeunes circulaient sans casque sur un scooter volé, " *à vive allure* " et " *apparemment* " tous feux éteints. Une équipe de la police municipale, constatant que les trois adolescents étaient en infraction, a " *entamé le suivi* " du deux-roues sur une distance de 800 mètres environ, avant que l'accident ne se produise. " *Je n'emploie pas à dessein le terme de course-poursuite car cette formule présente une connotation qui n'est pas encore avérée* ", a indiqué le procureur au cours d'une conférence de presse. " *Préférant* " là encore user du conditionnel, le magistrat a précisé que les policiers auraient " *actionné les avertisseurs sonores et lumineux* " de leur 4 x 4 avant de suivre le scooter à distance.

Une version vivement contestée dans le quartier. Dans l'entourage des victimes, beaucoup évoquent l'hypothèse d'un accident provoqué volontairement par les forces de l'ordre dans un contexte de tensions récurrentes avec les jeunes. " *La police municipale de Woippy se comporte comme des cow-boys. Ils nous provoquent et nous harcèlent en*

permanence ", explique, sous couvert d'anonymat, un jeune âgé de 22 ans, venu déposer des fleurs sur les lieux de l'accident. " Les municipaux se croient à Chicago. Ils ont des Flash-Ball et circulent dans des 4 × 4 pour nous faire peur : pas qu'aux jeunes d'ailleurs, mais aussi aux adultes ! ", s'indigne une mère de famille.

La mairie et le parquet ont réfuté l'hypothèse d'un choc volontaire. " Ils ont mis en marche leur gyrophare mais n'ont pas pris de risques inconsidérés en tentant d'interpeller " les trois jeunes, a expliqué le maire de Woippy, François Grosdidier, également député UMP.

Le procureur a indiqué que le conducteur se trouvait " manifestement en infraction ", qualifiant l'action de la police municipale de " justifiée ". " Il n'y a, me semble-t-il, pas matière à débat dans cette affaire ", a-t-il poursuivi. " La doctrine d'emploi de la police municipale, ce n'est pas le sujet ", a-t-il répondu à un journaliste qui l'interrogeait sur les " méthodes " employées par la police municipale et sur les modalités de son intervention, cette nuit-là. La police municipale de Woippy avait fait partie des premières équipes dotées de pistolets électriques (Tasers).

Incidents à Woippy après une course poursuite mortelle



Les incidents se sont terminés vers 23 heures, lorsque les forces de l'ordre ont dispersé les attroupements à l'aide de chiens. Crédits photo : AFP

Des incidents ont éclaté mercredi soir dans une cité de Woippy, dans la périphérie de Metz, après une manifestation en hommage à trois jeunes, victimes d'un accident de scooter alors qu'il étaient poursuivis par des policiers municipaux. L'un d'eux est mort sur le coup et les deux autres sont toujours dans un état grave.

En début de soirée, des gendarmes mobiles, en position devant un commissariat de cette commune de 15.000 habitants, ont été caillassés et ont répliqué en tirant des grenades. Au moins quatre voitures et un autobus ont été incendiés tandis qu'une école et des cabines téléphoniques ont été saccagées. Les incidents se sont terminés vers 23 heures, lorsque les forces de l'ordre ont dispersé les attroupements à l'aide de chiens. Un jeune a été interpellé pour avoir pris part aux violences.

Peu auparavant, environ 200 personnes s'étaient recueillies en silence à l'endroit où, la nuit précédente, en fuyant la police, les trois jeunes d'une vingtaine d'années, ont été projetés de leur scooter avec violence sur la chaussée après un virage manqué.

L'un d'entre eux, Malek Saouchi, 19 ans, de Woippy, est mort sur le coup, la boîte crânienne enfoncée. Les deux autres, Nabil Boufia, 19 ans, de Metz, et Joshua Koch, 20 ans, de Woippy, se trouvent toujours à l'heure actuelle dans un état critique au CHU de Nancy-

Brabois.

Les trois jeunes gens roulaient «sans casque, sans papiers et à une vitesse excessive» sur le scooter «qui était non éclairé et qui, comme cela devait être déterminé plus tard, était signalé volé depuis décembre», a indiqué mercredi le procureur de Metz, Rémi Heitz. «Ces jeunes étaient connus des services de police», a-t-il précisé.

«Les policiers - qui ont été placés en garde à vue pour les nécessités de l'enquête - ont entamé le suivi du scooter qui a pris la fuite en empruntant un sens interdit, dans un secteur non couvert par une vidéo-surveillance», a poursuivi le procureur. «Quelque 800 mètres après le début de ce suivi (Rémi Heitz a refusé d'employer le terme de «poursuite», NDLR), les passagers du deux-roues ont perdu le contrôle de leur machine dans un virage»(...) Ils ont percuté le trottoir et un lampadaire», a -t-il précisé, assurant qu'il n'y avait pas eu de choc entre le scooter et la voiture de police. Selon lui, «l'état des deux véhicules, qui ont été saisis pour être expertisés, semble corroborer cette version».

«Les policiers ont respecté les consignes qui leur avaient été données pour ce type d'intervention», a également assuré le député-maire de Woippy, François Grosdidier. Ils ont mis en marche leur gyrophare mais n'ont pas pris de risques inconsidérés en tentant d'interpeller» les occupants du scooter, a-t-il assuré.

Pour le Syndicat national des policiers municipaux (SNPM-CFTC), les policiers «ont agi avec un professionnalisme et un sang-froid exemplaires». Dans une lettre adressée mercredi au maire, le SNPM a prévenu que ces fonctionnaires ne sauraient «se retrouver au banc des accusés pour avoir fait leur travail».

[Où plus généralement on reparle des usines en France...](#)

La question des salaires réveille les tensions sociales

Une note de synthèse alerte le ministère du travail

Alors que la sortie de crise se confirme, le gouvernement surveille de près l'évolution du climat social. Ce n'est pas tant la situation dans le secteur public qui l'inquiète. La journée d'action des fonctionnaires, jeudi 21 janvier, à l'appel de la CGT, de la FSU et de Solidaires contre les suppressions de postes n'impressionne guère le ministre de la fonction publique. Eric Woerth s'est dit déterminé, mercredi 20 janvier, à *"poursuivre la diminution du nombre des fonctionnaires"* en citant l'exemple de l'administration fiscale, *"qui marche infiniment mieux qu'il y a quelques années avec moins de fonctionnaires"*.

La situation dans le privé est jugée plus sensible : comme à chaque fois que la croissance revient, les revendications salariales repartent, alors que les chiffres du chômage restent mauvais. Toutes les deux semaines, le ministre du travail, Xavier Darcos, reçoit une synthèse sur l'actualité sociale. Elle signale sur la période fin 2009 - début 2010 *"une forte activité sur le champ des conflits collectifs de nature très différente"*.

Cette note d'une quarantaine de pages relate l'activité des directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et rassemble les informations recueillies par les inspections du travail. La synthèse, au départ trimestrielle, est devenue bi-mensuelle depuis que Xavier Darcos s'est installé Rue de Grenelle en juin 2009. Elle est transmise pour information à l'Elysée.

Parmi les conflits recensés, un certain nombre portent sur les suppressions d'emplois et les demandes d'indemnité. C'est le cas à l'aéroport de Brest, dans une clinique en Poitou-Charentes ou dans le ramassage des déchets à Mayotte. D'autres ont trait à la réorganisation du travail comme dans un Carrefour de Bretagne ou une biscuiterie dans la Meuse. Mais les directions du travail constatent aussi que "les revendications salariales mobilisent fortement". Et de citer l'exemple des transports urbains à Rennes

salariés mobilisent fortement . Et de citer l'exemple des transports urbains à Rennes, d'une clinique en Auvergne, du casino d'Amnéville en Moselle, d'une usine d'incinération dans le Finistère, de Total en Aquitaine, ou encore des activités portuaires en Guyane.

.....

Dans les régions, des mobilisations, souvent très brèves, surgissent... Chez Borgers à Saint-Quentin (Aisne), une entreprise de textile pour l'automobile de 200 salariés, la bataille a porté sur la suppression d'une prime de fin d'année de 500 euros, " pour cause de crise ", a dit la direction. Après trois jours de grève, la direction est revenue sur sa décision, accordant une prime de 600 euros et le paiement des jours de grève. Dans le Finistère, ce sont les salariés d'une société d'incinération, sur trois sites différents, Brest, Briec et Concarneau qui ont fait grève. Marc Hébert, secrétaire départemental FO, évoque aussi des entreprises de moins de dix salariés, un abattoir à Quimper ou une serre qui produit des roses à Kerlouan. " Souvent le déclencheur c'est les conditions de travail, avec l'actualité des questions de stress, mais la question des salaires arrive rapidement dans les mouvements, ça grogne parce que c'est de plus en plus difficile ", explique-t-il.

.....

Bonne nouvelle : Claude Lanzmann enrage à propos du livre de Haenel sur Karski

Dans *Le Monde des livres*

Lanzmann contre-attaque sur Karski

Parfois, la vie littéraire, c'est la guerre. Si en plus la vraie guerre en est le sujet, le combat se déroule ton sur ton. Depuis la parution en septembre de *Jan Karski* (Gallimard), le roman de Yannick Haenel sur l'action du grand résistant polonais dans les années 1940, Claude Lanzmann ronge son frein ; depuis que le livre figure dans les listes de meilleures ventes, il ne retient pas ses critiques chaque fois qu'on l'interroge à ce sujet ; depuis que *Jan Karski* a été couronné en novembre du prix Interallié, après l'avoir été du prix du roman Fnac, il ne décolère pas ; aussi cette semaine a-t-il décidé de faire feu sur Yannick Haenel dans la pure tradition de la contre-attaque. Mercredi, il a lancé un Scud dans sa direction au cours de la présentation de son film *Shoah*, intégralement rediffusé à 20 h 35 en deux soirées sur Arte, à l'occasion du 65e anniversaire de la libération d'Auschwitz. Le mitraillage est pour le week-end : six pages dans l'hebdomadaire *Marianne* qui se veulent " *une exécution capitale de Yannick Haenel* ".

Quant à la bombe, ce sera pour la fin février ou le début mars : *Le Rapport Karski*, un document de 52 minutes, que Claude Lanzmann a réalisé pour Arte en travaillant sur les heures d'entretien que lui avait accordées le résistant. Ce qui en ressort ? " *La vérité, pardi ! Et là, on verra bien l'impression que le président Roosevelt lui a faite, on saura ce qu'ils se sont vraiment dit, les gens comprendront que Haenel est un faussaire et que c'est une mauvaise action de Philippe Sollers d'avoir publié ce livre obscène, malhonnête, une honte !* " Ce qui déplacera effectivement le champ de bataille assez loin de la guerre du goût qui avait jusqu'à présent la préférence de ce dernier. Fort opportunément, Robert Laffont rééditera au même moment *Mon témoignage devant le monde. Histoire d'un Etat secret*, de Jan Karski, publié en 1948 chez Self, puis aux éditions Point de mire, il y a six ans, mais introuvable depuis.

Courrier de l'armée polonaise de l'intérieur, Jan Karski y raconte notamment comment il tenta vainement d'alerter au plus haut niveau à Londres et à Washington la Résistance et les Alliés de l'extermination des juifs à l'oeuvre en Pologne occupée. En s'emparant de son histoire, Yannick Haenel a voulu se tenir à " un devoir d'humilité " dans la première partie de son roman, constituée d'un condensé des déclarations de Karski dans le film *Shoah*, ainsi que dans la deuxième, qui offre un résumé de ses Mémoires ; seule la troisième s'affranchit de cet impératif en laissant libre cours à la fiction : l'auteur y

prête des scènes, des phrases et des pensées à Karski qui relèvent de son invention, ce qui pose problème lorsque le roman décharge les Polonais de toute accusation d'antisémitisme pour mieux charger les Américains de la *maxima culpa*.

Outre le plébiscite public, une critique enthousiaste a accueilli le roman. Il a fallu attendre le compte rendu d'Annette Wieworka, spécialiste de la période, dans la revue *L'Histoire* (no 349, janvier 2010), pour entendre non seulement un son de cloche différent mais un véritable tocsin. Sous le titre " Faux témoignage ", l'historienne l'y accuse de rien de moins que de détournement. Plus encore que les polémiques qui ont entouré *Les Bienveillantes*, de Jonathan Littell, l'affaire agite tant les romanciers que les historiens, car elle pousse les seconds à demander aux premiers s'ils ont vraiment tous les droits au nom des prérogatives de la fiction et de la liberté de l'esprit. Ce qui ne serait pas arrivé si Yannick Haenel, contrairement à Jonathan Littell, plus net dans son parti pris, n'avait pas usé d'un double registre d'écriture, s'engageant ainsi sur le terrain mouvant de l'ambiguïté. A supposer que cela ne correspondait pas à un projet bien établi, plus historique et politique que littéraire. Le tempérament de Claude Lanzmann aidant, on imagine que la guerre ne fait que commencer.

Pierre Assouline

II. ÉGYPTÉ-JORDANIE-ISRAËL-PALESTINE-LIBAN

Israël : confirmation de l'efficacité du boycott

Dans *Le Monde*, à la fin d'un article :

Le pays dépense chaque année entre 5 % et 6 % de son PIB dans la recherche et développement (R&D) contre 2,1 % pour la France. La concentration d'ingénieurs (140 pour 10 000 habitants) est aussi la plus élevée au monde. Et la haute technologie a remplacé, en vingt ans, les agrumes comme première industrie nationale. " *Tant que l'on est au stade de la recherche fondamentale, les relations entre les deux pays sont parfaites mais dès qu'il s'agit d'investir, il n'y a pas grand monde* ", souligne-t-on à Bercy. Hormis quelques investissements, comme dernièrement celui de Patrick Drahi, (détenteur du groupe Numericable-Completel), dans l'opérateur de téléphonie mobile Miris, pour 170 millions de dollars, la plupart des start-up israéliennes passent sous pavillon américain ou se font coter au Nasdaq. En 2008, Israël a levé 2 milliards de dollars de capital-risque (deux tiers venant des Etats-Unis) et la plupart des géants américains, de Microsoft à Intel en passant par Google, y ont ouvert des centres de R & D.

En dehors des problèmes liés à la sécurité du pays, la peur des réactions de certains pays arabes ou de mouvements pro-palestiniens appelant au boycott serait l'une des raisons invoquées pour expliquer la modestie de ces échanges. " *On ressent ce risque en effet, indique un entrepreneur français installé depuis plus de vingt ans en Israël. J'ai beaucoup de mal à faire venir des entreprises françaises. Et si certaines le souhaitent, parfois elles ne veulent pas apparaître sous leur nom.* "

III. ASIE (HORS CHINE)

Inde : Où l'on reparle des Naxalites...

D

<http://blog.mondediplo.net/2010-01-08-L-Inde-dechiree-par-des-guerres-civiles>

L'Inde déchirée par des guerres civiles

Depuis l'aube de son indépendance, l'Inde a dû faire face aux différentes menaces contre son intégrité territoriale. Au Cachemire, en Assam, au Nagaland, ses régions frontalières sont respectivement le Pakistan, le

territoriale. Au Cachemire, en Assam, au Nagaland, ces régions frontalières avec respectivement le Pakistan, la Chine ou la Birmanie, l'Etat indien est en guerre quasi-perpétuelle contre des forces sécessionnistes, des mouvements révolutionnaires, des groupes terroristes — islamistes ou autres. Dans les années 1980, le Pendjab, ayant frontière commune avec le Pakistan, avait été emporté à son tour par un mouvement sécessionniste mené par des extrémistes Sikhs. La réponse de l'Etat indien fut aussi violente — plusieurs milliers de victimes — qu'efficace. Il faut se rappeler que le premier ministre d'alors, Indira Gandhi, fut assassinée par un de ses gardes de corps Sikhs.

Des charniers au Jammu-et-Cachemire

Les premières victimes en sont les citoyens indiens vivant dans ces zones, qui sont pris entre la violence des rebelles et celle de l'Etat. Leurs droits semblent n'avoir aucune importance. Ni pour les groupes armés, par définition hors la loi. Ni pour l'Etat indien qui ne se montre guère plus attentionné, comme le souligne un rapport de l'organisation International People's Tribunal on Human Rights and Justice in Kashmir (IPTK) publié le 2 décembre 2009 (« [Buried Evidence : Unknown, Unmarked, and Mass Graves in Indian-administered Kashmir](#) »). Selon ce rapport, des charniers contenant 2 943 corps ont été retrouvés dans cinquante-cinq villages du Jammu-et-Cachemire — 2 943 victimes de ce que les Indiens appellent des « rencontres » avec ses forces de l'ordre. Depuis vingt ans, plus de 70 000 personnes ont été tuées dans cette région où l'Inde maintient une présence de 700 000 militaires.

Les Cachemiris ont acquis le sentiment qu'il ne faut guère attendre quelque justice de l'Etat fédéral. Ce sentiment est renforcé par le verdict récemment prononcé par le Central Bureau of Investigation (CBI) sur la mort, dans la Vallée du Cachemire, de deux jeunes femmes dont les corps avaient été retrouvés le 30 mai 2009. Parties cueillir des pommes, elles ne sont jamais rentrées du verger qui se trouve à proximité de deux bases militaires. Un premier rapport avait indiqué que les femmes avaient été violées puis tuées. Celui du CBI dément cette conclusion : selon lui, les femmes se sont tout bêtement noyées dans le petit ruisseau qu'elles devaient traverser. Inutile de dire que la population locale a accueilli cette conclusion avec colère. Pour le pouvoir indien, l'honneur des militaires revêt manifestement beaucoup plus d'importance que celui des femmes. Sans même parler des droits humains les plus élémentaires.

Pourtant, c'est loin du Cachemire que le premier ministre Manmohan Singh a identifié la menace la plus grave contre son pays. Selon lui, elle ne vient ni du terrorisme, ni d'une éventuelle confrontation avec le Pakistan, ni du différend frontalier avec la Chine — encore moins du changement climatique, ou de la crise agricole, ou de l'inflation galopante qui mine les revenus des travailleurs. La grande menace viendrait de la révolution maoïste, au cœur du pays, dans les Etats du Jharkhand, Chhasttisgarh, Bihar, et de l'Orissa.

Renforcement des Naxalites

Appelées Naxals ou Naxalites, les forces rebelles maoïstes se fixent comme objectif la destruction totale de l'Etat indien, responsable à leurs yeux de l'aliénation de la population, pour la plupart très pauvre. Elles comptent des dizaines de milliers de partisans armés et contrôlent désormais 223 districts dans ce pays qui en compte 610. Depuis quelques années, les maoïstes sont devenus de plus en plus violents, s'attaquant à des gendarmeries, des trains, des politiciens. Dernièrement, ils s'en sont même pris à des écoles, alors que, déjà dans ces régions, les opportunités scolaires se font déjà rares.

Il est vrai, comme le note [un rapport du Human Rights Watch](#), que le gouvernement indien lui-même s'est servi des écoles pour monter ses opérations anti-maoïstes. Dans ces régions presque totalement négligées par l'état, les quelques bâtiments scolaires sont souvent les seules structures qui lui appartiennent et les seules construites en béton, et donc les seuls abris susceptibles de servir de bases d'opérations policières dans des régions pour la plupart hostiles. Résultat : les maoïstes ont attaqué non seulement les écoles occupées par les forces de l'ordre, mais aussi des douzaines d'écoles non-occupées. Ces dernières sont des cibles faciles, car non gardées, mais symboliquement importantes, car seuls signes de la présence du gouvernement. Dans tous les cas, ce sont les étudiants, en très grande majorité très pauvre, qui en souffrent le plus.

Dans les Etats comme le Jharkhand, le Chhasttisgarh, le Bihar, l'Orissa, les populations sont très majoritairement au-dessous du seuil de pauvreté. Y vivent les Adivasis — les « tribaux », comme on les appelle en raison de leur vie traditionnellement forestière ; ils appartiennent aux basses castes que la bureaucratie indienne appelle des « Scheduled Casts » (dalits) ou « Scheduled Tribes ». Ces populations sont parmi les plus marginalisées ; elles n'ont aucune idée de cette « *Inde qui brille* » (*Shining India*) que l'on vante si souvent en Occident. Négligées depuis longtemps, elles font désormais l'objet de toutes les attentions : pour leur plus grand malheur, on vient de découvrir dans ces régions de vastes dépôts de minéraux tels que le fer et le bauxite. Elles deviennent indésirables. Vieille histoire des peuples indigènes : les voilà tout d'un coup de trop sur leurs terres ancestrales, terres que des politiciens locaux sont trop heureux de vendre à la première multinationale venue.

La commission de planification (Planning Commission) de l'Etat indien reconnaît, bien que tardivement, que la source du problème se trouve dans l'injustice sociale. Dans un récent [rapport](#) (PDF), elle reconnaît la responsabilité des gouvernements successifs, qui n'ont pas su, depuis plus de soixante ans, protéger les droits les plus élémentaires des populations marginalisées par la pauvreté et par leur basse caste. « *La pratique généralisée de la discrimination sociale, le statut d'intouchable, la violence domestique (...) se maintiennent, malgré des promesses faites aux peuples opprimés de ce pays* », indique le rapport. Pointant le caractère

national des inégalités qui se sont accentuées avec la libéralisation de l'économie, la commission souligne le lien entre celles-ci et le mouvement maoïste révolutionnaire. Selon elle, les basses castes et les tribaux « souffrent de l'oppression multi-facettes et des dénis de justice, des droits sociaux, juridiques et politiques ». Cela constitue un « terreau pour le mouvement naxalite »...

Dans l'ensemble du pays, les inégalités s'aggravent et l'écart entre les riches et les pauvres devient de plus en plus visible. On compte 52 milliardaires qui possèdent 25 % du produit national brut. Malgré un taux de croissance qui frôle à nouveau 7 %, l'Inde tient le rang misérable de 134e dans le classement mondial de l'indice de développement humain mis au point par le programme des Nations unies pour le développement (PNUD). La commission sonne l'alarme : « *Dans cette situation, il n'est pas surprenant qu'une grande partie de la population soit en colère et se sente coupée de la cité.* » Selon elle, on ne pourra combattre efficacement « *la violence des mouvements radicaux* » sans éradiquer « *les violences structurelles de la société* ».

Au lieu de s'attaquer résolument à cette question qui fait le lit des extrémismes, le gouvernement indien, qui redoute que la révolution maoïste prenne davantage d'ampleur — ce qui inquiéterait les investisseurs internationaux —, a lancé en octobre 2009 une opération contre-révolutionnaire baptisée « Green Hunt »